

Ce rapport est produit par OCHA en collaboration avec les partenaires humanitaires. Il couvre la période du 8 au 14 octobre 2011. Ce rapport situationnel sera le dernier : Des lors, il sera remplacé par un bulletin humanitaire hebdomadaire.

I. FAITS SAILLANTS

- Le retour spontané des réfugiés ivoiriens dans leurs villages d'origine se fait progressivement dans le Moyen Cavally.
- L'étude conjointe d'Oxfam / Conseil danois des réfugiés et Care a montré que la sécurité, la disponibilité de l'assistance humanitaire et le rétablissement de l'état de droit sont des facteurs de motivation pour le retour des réfugiés et déplacés.
- Au milieu de l'épidémie de choléra en Afrique occidentale et centrale, les acteurs humanitaires en Côte d'Ivoire prennent des mesures préventives.
- Le Plan d'Urgence de l'Action Humanitaire pour la Côte d'Ivoire et quatre pays voisins est financé à hauteur de 30 pour cent US\$86,6 million sur un montant total requis de \$292 million.

II. Contexte Général

La communauté humanitaire continue de suivre la situation sur le retour spontané des réfugiés ivoiriens du Libéria dans leurs lieux d'origine. Cette situation s'expliquerait d'une part, par l'approche des élections générales au Libéria le 11 octobre, d'autre part, par la rentrée scolaire 2011-2012 en Côte d'Ivoire, et enfin par la saison des récoltes. Entre le 5 et 9 octobre, le Bureau du Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) Côte d'Ivoire confirme d'avoir enregistré 2.488 réfugiés ivoiriens à la frontière avec le Libéria, notamment à Toulepleu, Zouan-Hounien et Bin-Houyé. Les réfugiés ont reçu de l'assistance en articles-non-alimentaires, examens médicaux et des repas chauds. Ensuite, ils ont été transférés dans le centre de transit de Toulepleu avant de regagner leurs villages d'origine, situés sur l'axe Toulepleu-Bloléquin-Guiglo et à Duékoué.

Toujours à l'ouest du pays, dans le département de Zouhan-Hounien, situé dans la région des Montagnes, le retour spontané de réfugiés ivoiriens a également été observé depuis le 6 octobre. Selon le témoignage des rapatriés spontanés, entre 200 et 300 retournés rentreraient quotidiennement du Libéria. Ils ont également indiqué que la crainte de possibles violences pendant les élections présidentielles au Libéria serait l'une des causes de ce retour soudain.

Un rapport sur les solutions durables pour les ivoiriens déplacés a été publié le 11 octobre par les organisations humanitaires Oxfam, le Conseil danois pour les réfugiés et Care. Ce rapport se base sur un sondage relatif aux intentions de retour des personnes déplacées dans la région du Moyen Cavally.

Il souligne que l'amélioration de la sécurité dans leurs zones d'origine est une des raisons les plus importantes pour leur retour. Le rapport recommande l'élaboration d'une stratégie de retour impliquant le gouvernement, les communautés, l'ONUCI, les agences onusiennes et tous les acteurs humanitaires. De plus, le rapport recommande la nécessité d'améliorer la communication avec les bénéficiaires. Par ailleurs, il recommande de leur parler de la situation sécuritaire et de la disponibilité de l'aide humanitaire chez eux.



III. Besoins et Réponses Humanitaires



PROTECTION

La situation sécuritaire est généralement calme, mais volatile dans la région des Lagunes et à l'Ouest. La Protection des civils, particulièrement à l'Ouest pays reste une priorité pour les partenaires du cluster. Il y a toujours un besoin de suivre la situation, en collaboration avec les autorités ivoiriennes, les agences onusiennes et les partenaires intervenant dans la Protection afin de créer les conditions favorables au retour des déplacés internes (PDI) dans leurs lieux de résidence habituels.

Sur convocation du préfet de Duekoué, le HCR et les partenaires gestionnaires de camps ont participé à une réunion à la préfecture de la ville en présence du Délégué du Ministre de la Défense, des chefs militaires, de la police, gendarmerie, autorités régionales (Montagnes et du Moyen Cavally) et de l'UNPOL de Duékoué. Le Délégué du Ministre de la Défense a fait part de son mécontentement quant au comportement des PDI qui auraient mal accueilli le Ministre des Affaires Etrangères en visite à l'Ouest le 4 octobre dernier.



SECURITE ALIMENTAIRE

Dans le cadre du projet « Appui d'urgence à la relance de l'agriculture », financé par la FAO pour une assistance en faveur de 4.000 ménages vulnérables dans les régions des Lagunes, Agneby, Bas Sassandra et la Vallée du Bandama, une cérémonie officielle de remise de kits agricoles aux bénéficiaires s'est déroulée le 4 octobre à Agboville. Ce projet, qui s'inscrit dans un vaste programme d'assistance agricole aux populations affectées, a permis d'assister à ce jour plus de 34.000 ménages vulnérables.

Dans le cadre de ce programme, l'Organisation des nations unies pour l'alimentation et agriculture (FAO) a procédé les 8 et 9 octobre à la distribution de kits riz de bas fonds à 250 ménages (1.500 personnes) dans les villages de retour du département de Duékoué. Les bénéficiaires des kits incluent les ménages dans les communautés d'accueil ainsi que les villages touchés par la crise.

Le Programme d'Alimentation Mondiale (PAM) en collaboration avec ACF a lancé un programme de transfert monétaire dans deux communes d'Abidjan. Il vise 10.800 ménages vulnérables à Abobo et à Youpougon.

Ce programme se fait à travers la distribution de puce téléphonique à chaque ménage vulnérable cible. La société de télécommunication MTN qui gère ce service appelle « Mobile Money » a déjà remis 9.870 puces téléphoniques. Jusqu'à maintenant plus de 9.870 chefs de ménages ont reçu leur premier transfert de 33.700 FCFA. La prochaine distribution est prévue pour début novembre.



EDUCATION

L'UNICEF poursuit ses efforts dans le cadre de la campagne de retour à l'école, avant la reprise des écoles le 24 Octobre. Des spots radio ont été produits et diffusés sur les radios communautaires à travers le pays. Les directions régionales de l'éducation de Man à l'Ouest ont visité 19 écoles à Bangolo, Bankouma, Facobly, Kouibly, Logoualé, Man, Danané et Sanguin afin d'encourager et sensibiliser les clubs de mères et des filles quant à l'importance de l'éducation des filles. Cette semaine a également vu le lancement d'un processus de formation ciblant les 5,000 enseignants à travers huit districts régionaux de l'éducation sur le soutien psychosocial aux étudiants.

À l'Ouest, International Rescue Committee (IRC) a officiellement ouvert les espaces récréatifs pour les enfants sur le site des déplacés de Nahibly à Duékoué, en partenariat avec ONG locale, Sport, Paix et Développement. Des activités quotidiennes de loisirs sont organisées dans cet espace pour 332 enfants, âgés de 6 à 17 ans, sur les 426 enfants de ce groupe d'âge sur le site. L'UNICEF appuie le centre d'éveil de L'enfance qui accueille 60 enfants âgés de 3 à 5 ans. En outre, le sous-groupe de l'éducation à l'Ouest a défendu avec succès la nomination des enseignants de l'école primaire dans le site de déplacés. L'UNICEF est en train de construire le mobilier scolaire pour équiper l'école.



COORDINATION ET GESTION DES CAMPS

A la date du 7 octobre, les déplacés internes sur sites sont actuellement 24.809 personnes réparties sur 35 sites dans cinq régions du pays. Des départs volontaires des sites ont été signalés. Le cluster CCCM et ses partenaires suivent de près ces mouvements de populations pour mieux connaître leur situation. Les menaces d'expulsion restent importantes. Sur l'ensemble, 50 pour cent de la population vivant sur 12 sites seraient sous menace d'expulsion selon le cluster.

A l'Ouest, le besoin le plus important exprimé par les déplacés est l'aide à la relocalisation et au retour. Le cluster plaide pour que l'aide au retour puisse se faire en prenant en compte le volet cohésion sociale. Sur les sites des activités récréatives ont été menées afin d'accroître l'impact des programmes de cohésion sociale.

Entre le 30 Septembre et le 7 octobre, des sensibilisations aux violences basées sur le genre (VBG) ont été organisées sur les sites à l'Ouest par les partenaires du cluster Protection, en collaboration avec les gestionnaires de sites. Suite aux réunions de médiation entre les agents de l'OIM, de l'Association secours Afrique (ASA) et les propriétaires du site Centre Abel, il a été convenu à ce que les partenaires intervenant dans la gestion du site en question travaillent ensemble pour une relocalisation partielle des PDI sur le site Harriste à Bingerville.



SANTE

Au milieu d'une épidémie de choléra qui sévit actuellement en Afrique occidentale et centrale, les partenaires humanitaires prennent des mesures préventives contre le choléra en Côte d'Ivoire. Entre 3 et 7 octobre, l'IRC a distribué des matériaux de construction à 16 villages à Yamoussoukro pour la construction de latrines familiales d'urgence. L'UNICEF soutient des activités dans le secteur de l'eau et assainissement.

En juin, le système de surveillance des maladies géré par l'OMS a détecté 42 cas de choléra et constaté trois décès dus au choléra à Abidjan. Ce système de détection précoce est toujours fonctionnel dans le pays. Il permet une réponse rapide, mais aussi la prévention de la transmission à une population plus large et de réduire le nombre de décès.

Par ailleurs, sept cas suspects de choléra ont été notifiés à Abidjan à Port Bouet, Koumassi, Yopougon Ouest et Attécoubé. Les analyses de laboratoire sont en cours pour confirmation mais les acteurs dans le domaine de santé suivent la situation.

A l'Ouest, six cas de méningite dont un décès ont été notifiés à Duékoué et Bangolo. Deux cas suspects de fièvre jaune ont été notifiés à Zouan-Hounien et un cas suspect de rougeole à Duékoué.

Le Ministère de la santé et de la Lutte contre le Sida, en collaboration avec l'OMS et l'UNICEF, a organisé du 30 septembre au 2 octobre une campagne de vaccination contre la poliomyélite pour les enfants âgés de 0 à 59 mois. Au total 7.200.000 enfants ont été vaccinés sur toute l'étendue du territoire ivoirien.

IV. Coordination

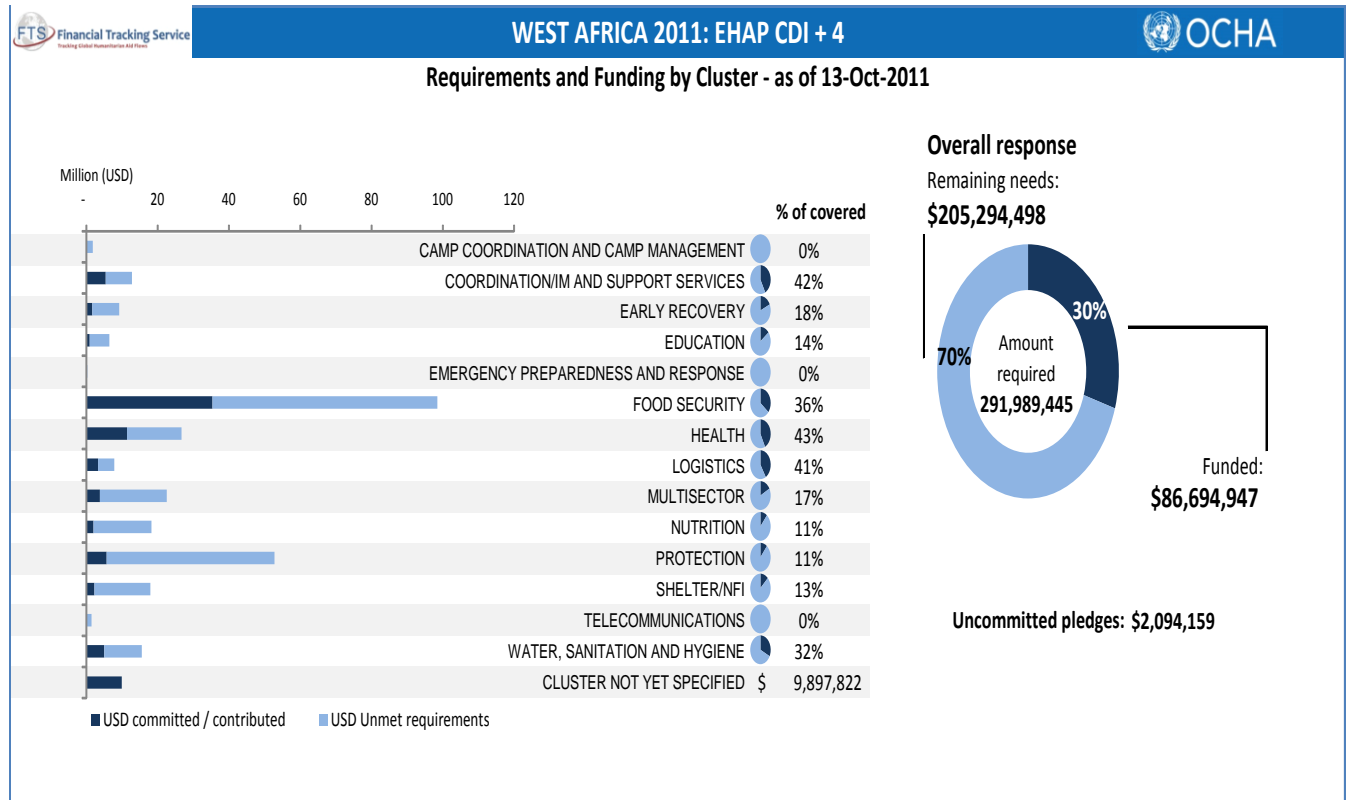
Le 7 octobre, une séance de travail pratique inter cluster avec tous les coordonnateurs de cluster pour l'harmonisation du cadre logique pour le Consolidated Appeal Process (CAP) 2012 a eu lieu à OCHA.

En réponse aux préoccupations des partenaires pour la mise en ligne des projets du CAP 2012, OCHA a organisé le 13 octobre, une formation sur l'utilisation du Système de projet en ligne à l'attention des agences onusiennes ainsi que les ONG internationales et nationales. Environ soixante personnes issues de divers cluster ont été formées en trois séances.

OCHA Cote d'Ivoire produira désormais un bulletin humanitaire hebdomadaire à partir de 21 octobre.

V. Financement

A la date du 14 octobre 2011, le Plan d'action humanitaire d'urgence (EHAP) pour la Côte d'Ivoire et les quatre pays voisins affectés par la crise est financé à hauteur de 86 Millions de dollars US sur une requête initiale de 292 millions de dollars, soit 30 pour cent de ce montant total initial. Ce faible financement ne permet pas de couvrir les besoins surtout dans les zones de retour.



VI. Contact

Max Hadorn, Chef de Bureau, OCHA Cote d'Ivoire - Mob: (+225) 46019110; email: hadorn@un.org
 Carlos Geha, Chef de Bureau Adjoint, OCHA Cote d'Ivoire – Mob (+225) 46019111; email: gehac@un.org
 Kayode Egbeleye, Chargé d'Information Publique et Plaidoyer, OCHA Cote d'Ivoire - Mob: (+225) 46019113; email: egbeleye@un.org